

Le cerquelellet

BIMESTRIEL N° 28

L'ALTERNATIVE LIBERTAIRE TOULOUSE ISSN 1264-9112 OCTOBRE 2000 - 15 F

Leur abstention et la nôtre. Ils ne se sont pas déplacés pour le référendum du quinquennat. Ils ont boudé les urnes.

Le record d'abstention est battu. Chirac, défait, ne peut pas souffler sur le gâteau, et les toasts de Jospin tournent à l'aigre. La réception est annulée. Les invités ne sont pas venus.

Dehors le PCF, LO et la LCR s'imaginent peut-être que c'est positif, que c'est à cause de leurs consignes de vote de « boycott », « d'abstention active ». Des anarchistes, toujours fidèles à des consignes intemporelles se réjouissent un peu vite... Eh bien non.

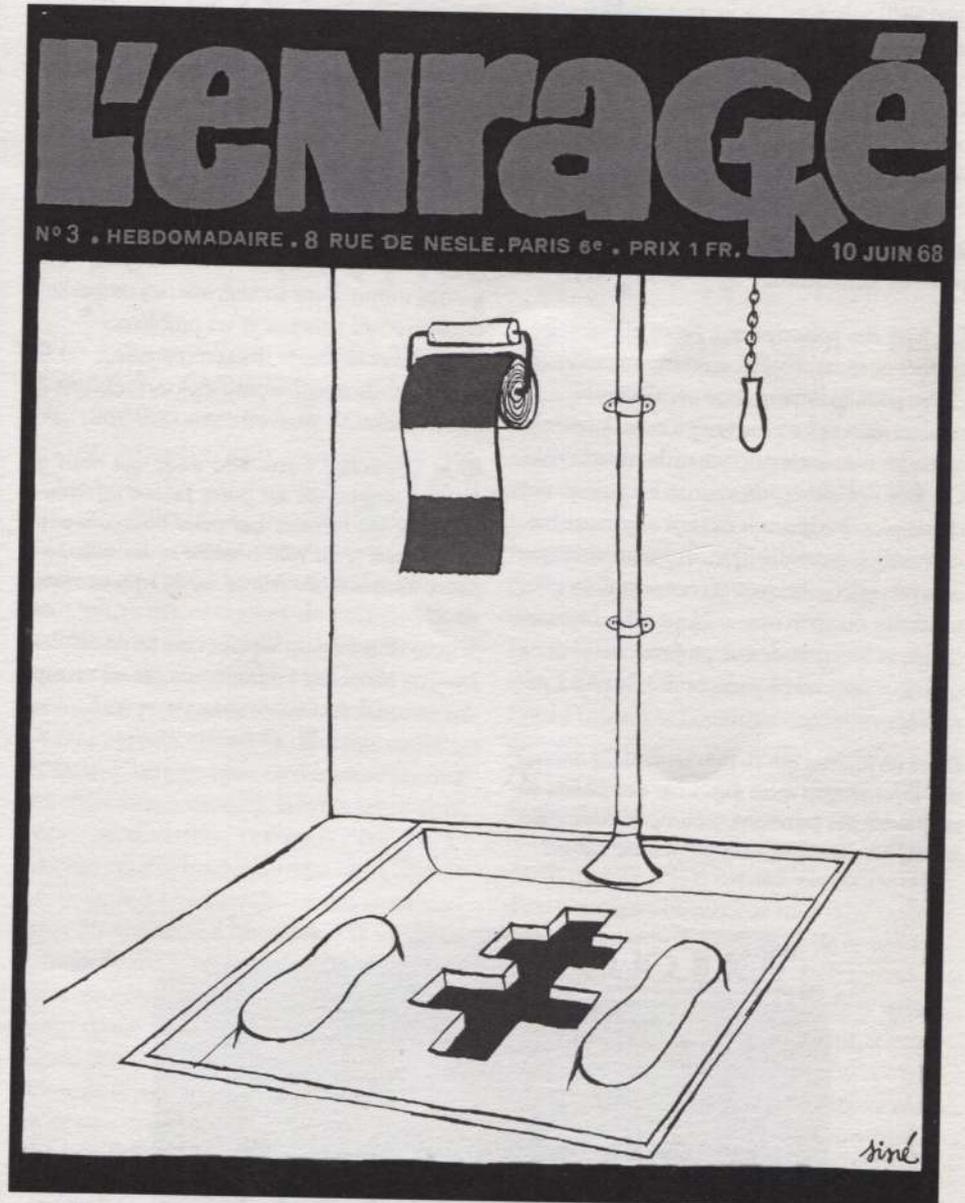
Si l'électeur n'est pas au rendez-vous c'est qu'il est colère. Il trépigne contre la hausse du prix de l'essence, contre la TVA, contre l'État qui nous pique tout, contre les grévistes de la SNCF, de la RATP, de l'EDF, de la Poste, contre la marée noire, contre les dates d'ouvertures de la chasse, contre les assassins d'enfants et contre le laxisme de la justice, contre la pourriture des hommes politiques de tout bord, contre l'été pourri...

Cette colère est diffuse, multiforme, contradictoire et corporatiste. Si elle n'a qu'un point commun, son refus de participer à la politique, elle exprime les forces « silencieuses » d'une classe moyenne déboussolée et d'une classe ouvrière absente du débat. Cette abstention n'est pas la nôtre.

Nous voulions, depuis 1968, une abstention révolutionnaire, conséquence logique d'une montée des luttes, qui refuse de dévoyer nos combats et renvoie les politiciens à leurs petites embrouilles.

Ce n'est pas de cela qu'il s'agit aujourd'hui. Il ne nous reste donc plus qu'à construire l'alternative. ■

Caillou



« Si je ne suis pas pour moi, qui sera pour moi? Si ce n'est pas maintenant, quand? »

Épigramme de Hillel l'Ancien

Tout Toulouse

Bingo! 2 nouveaux canards sur la ville! Face à l'arrivée d'un hebdo Le Monde-Midi Libre nommé Tout Toulouse, la Pédèche a le feu aux fesses, et sort un contre-feu nommé Ô Toulouse. Qui va bouffer l'autre et avant ou après les municipales? Le Coquelicot n'en sait pas plus...

Monsieur Jean-Paul Besset, rédacteur en chef de Tout Toulouse, comment vous vous situez dans le contexte toulousain?

Nous ne nous situons pas. Nous observons. Nous sommes des témoins. *Tout Toulouse* n'est pas partie prenante du contexte toulousain dans quelque camp d'intérêt économique politique quel qu'il soit. C'est un journal d'information dans lequel les lecteurs doivent avoir confiance, on doit y trouver tout ce qui est important à Toulouse et dans l'agglomération. Tout ce qui concourt à l'intelligence du lecteur et à la prise de conscience du citoyen. C'est une mission d'information.

Avec des points de vues? Par exemple au point de vue culturel?

On aura des prescriptions. Nous allons sélectionner et recommander un certain nombre de choses pour les lecteurs mais par ailleurs on aura aussi un aspect plus exhaustif où nous donnerons toutes les manifestations culturelles dans la ville. On fera des choix, on mettra en valeur des choses plus que d'autres mais ça c'est notre hiérarchisation journalistique, au même titre que dans les pages politiques, économiques, sociales, sociétales ou sportives... Nous allons hiérarchiser en fonction de nos propres choix, de ce que nous pensons plus important, le plus intéressant.

Donc un journal qui va non seulement donner de l'information mais exprimer des points de vue, avoir des positions, y compris contradictoires, les défendre, être un lieu de débat?

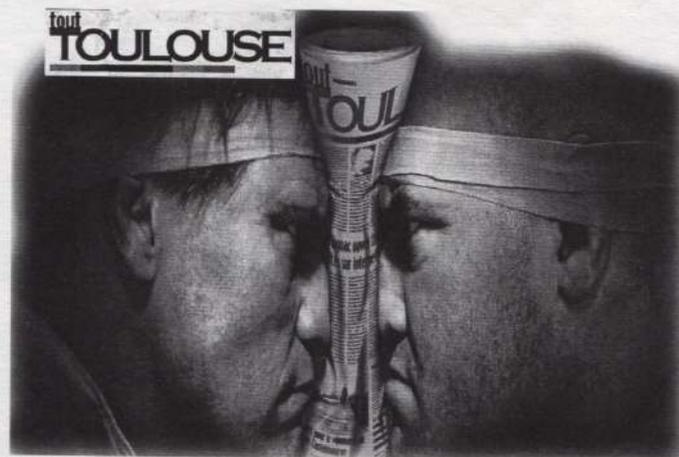
Oui! Ce sera un lieu de débat mais nous, notre fonction de journalistes n'est pas de faire connaître notre opinion, les lecteurs n'en ont rien à cirer, c'est d'exposer les enjeux, et si possible le dessous des cartes. C'est-à-dire de révéler, de décrypter de décrire de donner les clés aux lecteurs afin qu'ils se fassent leurs propres opinions.

Tout Toulouse n'est pas hors contexte. Un journal c'est un corps vivant avec des gens qui ont des sensibilités, des convictions mais... Comment dire, il y a une presse d'opinion qui s'affiche en tant que telle, qui est très respectable, mais il faut réhabiliter une presse non pas objective mais révélatrice de ce qui se passe en profondeur. Nous nous situons dans cette catégorie. Un journal miroir d'une société, avec ses contradictions, avec ses richesses et ses problèmes...

Et quand nous ferons des commentaires, car il y en aura, ils seront identifiés, pas mélangés à l'information.

Et la Dépêche? Cette eau tiède qui nous a laissés si longtemps sur notre faim d'informations sur les terrains qui nous bousculaient, que ce soit « La ville habitée », les occupations, l'émeute du Mirail où le mouvement de 95?

Je porterai le fer dans la plaie, mais au niveau des faits, au niveau de l'information pas au niveau de l'éditorial. *La Dépêche* vit sa vie, et nous... on en fait un autre. ■



Vive la terrine de canard

Après Millau le 30 juin, grand rassemblement contre la mal bouffe, on aurait pu croire que beaucoup auraient du mal à reconstruire une mobilisation. Ben non! Bové est une chose, le ras le bol en est une autre. Le 5 septembre, Foix ressemblait à Millau.

Fauchage

Le 2 juin 99, 300 personnes, citoyen(e)s avant tout, ont décidé de faucher une parcelle de colza transgénique en expérimentation à Gaudiès. Le résultat ne s'est pas fait attendre, 4 inculpations pour « destruction de récolte? en réunion »! Certes, la date du 5 septembre n'était pas la date la plus appropriée pour une grande mobilisation. Rentrée scolaire, en pleine semaine, la justice voulait certainement statuer dans la tranquillité. Perdu! Des stands qui se montent tout au long des rues, une vague de désobéissance civile est venue perturber le ronron des institutions.

Forums et débats

Plusieurs stands étaient animés par de multiples associations. Certains, plus agités que d'autres faisaient recettes. Vous vous posiez des questions sur comment mettre des bâtons dans les roues du capitalisme qu'aussitôt des solutions concrètes vous étaient proposées. Une parmi d'autres, le carburant gratos à base d'huile de tournesol! Le tout avec schéma de montage sur son véhicule et démonstration à l'appui! Plus loin un forum agité sur la désobéissance civile ou bien encore sur la criminalisation qui devient peu à peu la règle qui s'applique aux militant(e)s du mouvement social large. Syndicalistes assignés au tribunal pour occupation de locaux, paiement d'amendes exorbitantes asphyxiant les collectifs, autant de sujet que de luttes à fédérer.

Résister maintenant, demain ce sera trop tard

Voilà bien un slogan qu'auraient pu lancer avec force les demoiselles d'Ariège dont se réclament les faucheurs de colza et plus encore le collectif qui a organisé le rassemblement de septembre. Pendant 50 ans, à partir de 1827, les montagnards ariégeois entraient en résistance. Spoliés par l'état de leurs droits d'usage sur les forêts au profit des riches maîtres de forge, ils échappèrent à la répression grâce à leurs déguisements de demoiselles. Cette résistance est toujours présente, le nombre des participant(e)s à cette journée de solidarité le confirme. ■

De l'arthrose dans les articulations

Nous écrivions dans le n° 25 du *Coquelicot* de février 2000 : « À gauche on cogite sec. La Gauche Socialiste s'énerve, le PS sent son heure, la LCR s'ébranle, le PC exige St-Orens, les Verts se réunissent et tout ce petit monde remplit les colonnes de *la Pédèche* et formule des déclarations à FR3. » De réunions informelles en cogitations plus ou moins collectives, tout le monde sentait bien que du côté Tactikcollectif, il se passait quelque chose. Seulement voilà, entrer sur l'échiquier politique d'une ville, fusse-t-elle Toulouse la rebelle, on rencontre souvent les mémés qui aiment la castagne. Petit retour sur une nouvelle qui n'en est plus une.

Question de forme

Quand on regarde le tissu associatif, politique, culturel et syndical et ce, quel que soit l'ordre énoncé, ce qui frappe sur la ville, c'est bien cette transparence et surtout la connexion qui s'établit entre les diverses composantes quand elles doivent agir ensemble. C'est un atout que bon nombre de politiques de tous poils ont intégré dans leur réflexion et nous envient. Alors, quand Tactikcollectif cogite, certainement à juste titre, pour monter une liste, ou du moins pour venir perturber le ronron d'une campagne municipale soit disant-jouée d'avance, ça intrigue, voir ça agace. Le hic majeur, est bien qu'une telle expérience doit aussi s'appuyer sur le fonctionnement du réseau que nous connaissons. Combien d'associations, de syndicats, de partis politiques impliqués dans le mouvement social ont été contactés en tant que tels ? Pas des masses ! Quand on veut faire de la politique autrement on s'y prend effectivement autrement ! Mais bon, passons sur la forme.

Sur le fond

Tout le monde sait bien que les libertaires n'ont pas la vocation de l'élection quelle qu'elle soit. Cela dit, rien ne s'oppose à ce qu'ils ou elles réfléchissent (si, si !) sur le sujet. Les tabous d'où qu'ils viennent ne sont pas non plus leur tasse de thé ! En gros, il y a une sacrée différence entre un montage de liste électorale au feeling et un vrai débat le plus large possible sur les enjeux que pourrait représenter une liste « motivée et différente » sur une ville comme la nôtre. Le Tactikcollectif, même partagé en son sein sur la finalité de sa participation à la campagne, part d'un constat simple : comment faire pour que les jeunes

reprennent part à la vie politique de la cité ? Dans un premier temps, s'inscrire sur les listes, et, pour cela, il faut être « motivé » par ce qui serait proposé dans la dite campagne. Le constat est juste. Ensuite, il faut trouver les partenaires avec qui l'on va travailler à un programme, même non ficelé. Là, les choses se corsent, car, être un fer de lance de la contestation musicale, dérange les consciences de toutes et tous, mais commence à agacer le monde politique traditionnel ! Surtout quand les premiers sondages créditent des taux d'intentions de votes alléchants ! La question du 2^e tour devient alors pressante. Clarifier les choses plus tard comme le dit Salah Amokrane ne suffit pas quand on connaît les appétits des uns et des autres.

Les urnes font envie !

Il est juste de vouloir faire de la politique autrement mais en face, personne n'est naïf sur le sujet. Le PS veut à tout prix la mairie, la gauche socialiste fera tout pour que son travail soit couronné de succès et, à l'extrême gauche, la LCR est « incontournable ». Du coup, les accords entre Tactik et LCR deviennent lourds de conséquences. Dans un paysage très encombré, la gauche toulousaine verra donc une liste Tactik « 100 % motivé-e-s » et une liste LCR « 100 % à gauche » se présenter aux élections. Hé oui, la motivation des uns n'est pas toujours l'aspiration des autres ! ■

Vaporetto

Fous pas ton pied dans cette merde ou t'y resteras jusqu'au cou...

TOUS ENSEMBLE, TOUS ENSEMBLE, OUAIS ! Quand la crue frappait aux portes du Capitole, (200 000 manifestants le...), quand le DAL réquisitionnait tous les mois des locaux vides pour les sans logis, quand AC ! agitait la ville, organisait les chômeurs et était reconnu par les organisations syndicales « respectables », quand Ras l'front avait plusieurs centaines de manifestants mobilisables dans la demi-journée pour contrer les apparitions des fascistes, quand les Sud se montaient et se construisaient un peu partout contre la trahison cédétiste, quand, un peu plus tard le mouvement des chômeurs a montré sa force (et, à Toulouse, sa division, car merci les ultragauches pour le boulot de sape qui a détruit AC !), quand le mouvement des intermittents du spectacle a bouleversé la ville... Il nous fallait à ce moment-là, construire notre unité et fédérer les luttes. La proposition d'une bourse du travail unitaire des luttes, des associations, des syndicats et des sans emplois allait dans ce sens. La LCR et les verts l'ont refusée au nom de la division syndicale que cette proposition allait montrer. La LCR, à la pêche à la ligne, préférerait, à ce moment-là, la division qui lui permettait de trouver des militants que l'unité des luttes. Maintenant que nous sommes éclatés et malheureusement affaiblis se monte une

liste électorale avec Zebda en porte drapeau pour « prendre la mairie » et faire de la politique autrement. Les militants associatifs et syndicaux qui sont en train de monter cette liste se trompent de combat. Ce ne sont pas les élections qui fédèrent les luttes mais les luttes, fédérées, qui peuvent éventuellement, s'engager sur le terrain électoral.

Dépitée de ses tentatives de rapprochement avec LO, la LCR voulait y rentrer en force. Pour l'instant cela semble compromis. Ceci dit cela ne change pas grand chose.

De ces élections nous en pressentions les dangers en soutenant l'appel « pour l'autonomie du mouvement social ». Il était évident que le PCF ou les électoralistes d'extrême gauche allaient tout faire pour se replumer avec les oripeaux de ce qui restait du mouvement de 95.

On peut faire le pari que cette liste appellera à voter utile au second tour, c'est-à-dire socialiste.

On peut faire le pari que cette liste va encore un peu plus diviser nos mouvements dans les associations et syndicats.

On ne se bat pas contre la mairie avec des bulletins de vote mais avec l'unité de tous les exploités. Nous sommes le contre-pouvoir. N'allons pas galvauder notre histoire dans les tripatouillages électoraux ! ■

Amapola, Bibas Caillou

Agitation communale...

« Le congrès (de la Fédération jurassienne) n'est pas nombreux (huit délégués), mais on aborde de nouvelles questions et, d'accord avec ce que j'ai suggéré, nous allons sans doute prendre part à l'agitation dans les communes ».

Pierre Kropotkine à Paul Robin, août 1878 (1)

L'idée du municipalisme libertaire développée par Murray Boorkchin comporte deux éléments : la constitution d'assemblées autonomes de citoyens (2), de groupes d'action directe ou revendicatifs, voire de zones libérées, et la participation éventuelle aux élections communales. De Montréal à Merlieu, de Burlington à Brisbane, en passant peut-être par la Croix Rousse et Bruxelles, ce dernier terme semble séduire un certain nombre de compagnons. La discussion a commencé il y a bien longtemps. Au congrès de la fédération jurassienne de 1878, la discussion porte surtout, comme l'a prévue Kropotkine, sur l'action communale (3).

Quelques années après la Commune de Paris, les militants réfléchissent sérieusement à la société future et aux moyens pour y parvenir. Paul Brousse, qui va bientôt passer dans le camp social-démocrate réformiste, commence par défendre avec véhémence le principe d'autonomie pour faire disparaître presque complètement l'usage du vote. Adhemar Schwitzguebel estime que l'autonomie communale pourrait devenir le point de départ d'une agitation populaire générale, et nous ouvrir une voie pratique à la réalisation de nos principes. C'est pour lui le terrain d'expérimentation le plus favorable. Kropotkine abonde dans le même sens : *Les États vont fatalement vers leur chute, pour faire place aux communes libres et librement fédérées...* C'est dans la commune et dans l'immense variété des questions d'intérêt communal, que nous trouverons le champ le plus propice pour la propagande théorique et pour la réalisation insurrectionnelle de nos idées collectives et anarchistes. Il souligne aussi l'énorme différence qu'il faut faire entre se préoccuper des détails de la vie communale, pour réaliser légalement quelques améliorations impuissantes et s'emparer de ces incidents pour agiter les esprits au profit du socialisme révolutionnaire, s'appuyant en particulier sur récentes émeutes locales en Espagne.

Rodolphe Khan, un ancien de la Commune de Paris, s'inquiète pour sa part des risques que représente la participation à la politique communale. Brousse a en effet défendu le principe du vote dans certains cas, vote de protestation lorsqu'il peut amener une amnistie notamment : cette tactique a été utilisée pour tenter de faire libérer Blanqui ou Cipriani au XIX^e siècle, plus tard les militants de la CNT lors du vote sur le front populaire en Espagne en 1936. Mais Brousse pense aussi que la participation aux élections peut servir provisoirement, au niveau communal du moins : quand on ne peut pas encore renverser dans son ensemble un État, qu'il est même impossible momentanément d'essayer sa force contre lui, il vaut mieux déranger, même par le vote, les rouages qui le composent, les enrayer, que de rester les bras croisés à les regarder tourner tranquillement. Kahan n'admet pas ce changement, qui n'est pas seulement tactique. Dans la commune, arguement-il, le vote ne peut servir à rien : ou la majorité est révolutionnaire, et alors elle n'a qu'à faire ce qu'on veut qu'elle vote; ou elle ne l'est pas, et alors elle ne nommera pas des amis de la révolution. James Guillaume n'était plus là, lui avait fait dix ans auparavant l'expérience de la participation des sections de l'Internationale aux élections locales dans les montagnes neuchâtelaises. Il avait écrit

à ce sujet que la calotte de conseiller municipal, de conseiller fédéral, posée sur la tête du socialiste le plus intelligent et le plus sincère, c'est un éteignoir qui étouffe à l'instant la flamme révolutionnaire (4).

Pour parer aux critiques, nos compagnons municipalistes libertaires rappellent aujourd'hui les principes du mode de délégation anarchiste : mandat impératif et révocabilité en tout temps. Hormis le fait que la plupart des constitutions (toutes?) interdisent le mandat impératif, c'est chose impossible à pratiquer lorsque les élections se font à bulletins secrets : les électeurs sont des individus atomisés et non un collectif, et le mieux intentionné des élus ne peut donc rendre des comptes devant ses mandants, anonymes et introuvables. C'est la spécificité de l'institution politique, de la démocratie représentative, qui n'est pas simplement une extension de la démocratie directe que l'on peut pratiquer dans des associations, des syndicats, des groupements organiques (5).

Les règles du jeu politique ne sont pas un reflet des règles du jeu entre des personnes égales; le droit privé n'est pas le droit public. Autre confusion, celle entre vote et délégation de pouvoir. Les votes sur des référendums ou des initiatives populaires, au niveau communal ou national portent sur des objets, des principes, des lois. Ils peuvent même, ironie du système,



... ou municipalisme libertaire?

servir à abolir des lois ou des institutions : que l'on songe aux initiatives populaires récentes en Suisse, proposant la suppression de l'armée ou la décriminalisation de l'avortement. On peut concevoir que des anarchistes s'en réjouissent, même si généralement les questions ne sont pas aussi clairement posées ou si les résultats sont loin d'être probants. Un article de la revue *Noir et Rouge* de 1965 (6), dont je m'inspire ici, précise : émettre un avis sur un bulletin de vote, quoi de plus normal. Mais dans les élections, le vote ne sert pas à émettre un avis, il sert à conférer un mandat. S'opposer à la participation aux élections communales ne veut pas dire s'abstenir de toute activité : *Noir et Rouge* proposait l'encouragement et la participation (...) à l'activité sociale, quotidienne, surtout celle où l'emprise étatique est la moins forte, pour pouvoir susciter, encourager les initiatives, les aspirations, les besoins venant de la base. L'organisation libertaire de la vie sociale n'est que l'expression de la démocratisation poussée et effective : une multitude d'organisations locales le plus autonomes possibles, réunies par agglomérations, par régions, par unités territoriales, réunies aussi par affinité et similitude d'intérêt et de travail, sur la base d'entraide, de fédéralisme, d'autogestion. Et Kropotkine, longtemps avant, rappelait qu'on ne peut omettre la dimension économique : la commune de l'avenir ne sera pas uniquement communaliste, elle sera communiste révolutionnaire en politique, elle le sera aussi dans les questions de production et d'échange. Elle ne supprimera pas l'État pour le reconstituer, et bien des communes sauront prêcher l'exemple, en abolissant le gouvernement de procuration, en se gardant de confier leur souveraineté aux hasards du scrutin. (7)

La pratique libertaire se passe au travail, dans le quartier, sur les marchés, depuis toujours. Faut-il vraiment privilégier un terrain contre un autre, l'intervention dans le quartier contre le syndicalisme ? La ville et ses immeubles peuvent être tout aussi aliénants que l'usine ou le bureau. Les

risques d'intégration aux institutions, d'échecs démobilisant, de travestissements sont aussi grands sur tous les terrains, comme le sont la force des grèves de travailleurs ou d'usagers, le plaisir de l'occupation des locaux ou des places publiques, les victoires de l'action directe.

À l'inverse, un maire ou des conseillers municipaux libertaires, comme en rêvent Manuel Cardenas à Barcelone ou Brian Laver à Brisbane (8), ne feront pas plus avancer notre cause qu'un patron ou des hauts fonctionnaires libertaires, ou y aurait-il des compagnons pour en rêver ? ■

Marianne Enckell

*Texte pompé dans l'AL belge n° 231
(BP 103, 150 Ixelles 1, Bruxelles, Belgique)*

NOTES

(1) cité par Max Nettlau, *Der Anarchismus von Proudhon zu Kropotkine* Berlin 1927 (rééd. 1972)

(2) j'essaierai d'aborder une autre fois la question des communes et des régimes politiques. Dans des États fédéraux, les communes ont une autonomie nettement plus grande que dans les États centralistes : en Bolivie, il y a 311 communes, moins que dans le canton de Vaud, et il n'y a qu'une dizaine d'années qu'elles ont un budget à elles. L'autonomie communale, facteur de développement mais aussi d'intégration ? Voir par exemple la Direction du développement et de la coopération (Suisse) *décentralisation et développement*, Berne 1999

(3) Le procès-verbal a été publié dans *l'Avant-Garde, la Chaux de Fonds*, n° 33

à 34, août-septembre 1878. Difficile de qualifier Bookchin de premier théoricien du municipalisme libertaire, sauf à voir dans cette théorie l'antithèse des projets d'insurrection communale...

(4) James Guillaume, *l'Internationale, documents et souvenir*, Paris 1905, tome III,

(5) Bookchin en est conscient, qui estimait dans une des premières versions de sa théorie (IRL 66, mars-avril 1986) qu'une telle politique organique basée sur des formes radicales d'associations civiques participatives inclut le droit pour les anarchistes de modifier les constitutions organisant les cités et les villes pour autoriser l'existence d'institutions de démocratie directe. Chercher l'erreur !

(6) P.J. Vidal les élections, *Noir et Rouge*, 29 mars 1965 ; repris dans *les anarchistes et les élections*, *Volontés anarchistes* 3, 1978

(7) Pierre Kropotkine, *La Commune, Le Révolté*, mai 1880 ; repris dans *Paroles d'un Révolté*.

(8) voir *Polemica* 67 Barcelone décembre 1998, et *Revista A* 265 Milan été 2000.



SEPTEMBRE - OCTOBRE 1986 22 F

MEDEF partout, justice nul PARE

Il fait beau. On est au bord de la piscine. L'eau est bonne. On n'a pas pu se barrer en week-end vu qu'il y a des barrages partout et qu'on n'a plus d'essence mais c'est pas grave. On est détendus et étendus. Alors je prends mon courage à deux mains et mon magnéto dans la troisième et j'interviewe, à côté de moi, N, militante syndicale et féministe, qui travaille à L'ANPE.

Qu'est-ce que tu penses du PARE, le plan de retour à l'emploi?

C'est de la merde. (Ça, c'est un argument béton!)

Est-ce que tu penses que les gens dont tu t'occupes vont retrouver du travail avec ça?

Ce n'est pas le Pare qui va te permettre de retrouver du travail, mais par contre il y a une double logique dans ce plan, celle du flicage des chômeurs, de l'obligation d'accepter n'importe quoi, d'un côté et donc, de l'autre, celle de la baisse des salaires.

On va pouvoir mieux savoir quel est l'emploi recherché puis te proposer un boulot et si tu le refuses on diminuera voir supprimera tes allocations. On peut t'imposer un boulot à un salaire qui ne te convient pas et compte tenu du contexte cela fait peser sur le travail salarié une baisse du coût du travail. Qu'il y ait pour certaines personnes besoin d'un accompagnement ça, c'est autre chose. Mais la logique de fond du PARE est extrêmement dangereuse.

La voisine qui intervient : Et ceux qui ont déjà des diplômes, par exemple professionnels, qui acceptent des emplois qui n'ont rien à voir avec leur qualification, ils vont perdre leurs compétences et on ne les prendra plus dans l'emploi pour lequel ils ont été formés.

N : En plus, comme il n'y a que 40 % des chômeurs qui sont indemnisés par les Assedics il va donc y avoir un système à deux vitesses qui va se mettre en place. Le Pare pour obliger les chômeurs indemnisés et les 60 % restants? Que vont-ils devenir? Aubry elle veut étendre le Pare « hors contrôle » à l'ensemble des demandeurs d'emploi. Si c'est sans l'obligation d'accepter n'importe quoi, sans diminution des aides, pour aider vraiment les chômeurs OK mais pour l'instant ce n'est pas le cas.

De surcroît il n'y aura pas d'argent pour la mise en place de ce plan. Comme ils veulent que ce soit l'ANPE, pour le compte des ASSEDCS qui mettent en place les mesures d'accompagnement il faudrait

embaucher de 3 000 à 4 000 agents ce qui n'est pas du tout la logique de la période. Il n'y aura pas le fric pour accompagner les gens.

Comment expliques-tu que des syndicats aient signé un machin pareil?

La CFTC est si peu représentative que je n'en parle pas, mais ça ne m'étonne pas. Pour la CFDT c'est dans la droite ligne de ce qui s'est passé en 95. Ils sont contre les mouvements des chômeurs. La CFDT est pour l'activation des dépenses de chômage

tant le cou, une forme de volontariat. Il ne faut pas oublier que c'est Aubry qui a mis en place le contrôle des chômeurs. Le gouvernement veut ce contrôle. Là c'était tellement gros qu'ils ont pris un peu de recul mais FO est prêt à signer. La CGT ne signera jamais. Ils sont contre sur le principe, correctement, mais on peut remarquer qu'ils n'ont pas du tout mobilisé sur ce sujet. La CGT préférerait un système étatique, ce qui n'est d'ailleurs pas faux. Ils voudraient que ce soit l'État qui gère le fric du chômage, un peu comme la sécu. Le

fric de l'UNEDIC c'est vraiment beaucoup de pognon et le patronat veut en garder le contrôle. Donc le Pare va être signé avec quelques modifications.

Quelle riposte se met en place?

Moi je ne sais pas où en sont les organisations de chômeurs mais il y a vraiment un problème de représentation. Les chômeurs ne sont pas assez représentés et les syndicats ne mobilisent pas leurs salariés ce qui fait que le rapport de force n'y est pas. Tant que le gouvernement a dit non le PARE est bloqué mais s'il discute et trouve des aménagements permettant la coercition et le contrôle il n'y aura pas de riposte car il n'y

a pas de mobilisation des chômeurs et des salariés. Pourtant cela touche les salariés puisque ce plan fait baisser les salaires. À ce sujet on peut comprendre le refus de la CGC qui sait bien que les salaires des cadres sont directement visés par le PARE. En imposant aux cadres au chômage un emploi et un salaire au rabais cela entraîne la baisse des salaires ce que la CGC ne peut pas signer!

Et bien devant cette absence de perspectives qui nous casse le moral il ne nous reste plus qu'à aller piquer une tête au plongeur.

À l'heure où nous terminons ce Coquelicot de rentrée tardive la CGC a fini par signer un texte un peu amendé que FO n'a toujours pas signé et Martine Aubry quitte le gouvernement... Mais l'analyse reste valable et l'affaire à suivre avec attention.



c'est-à-dire qu'ils estiment qu'il ne faut pas rester passif et donc mieux travailler à n'importe quel prix et dans n'importe quelle condition plutôt que de ne pas travailler. C'est une logique de gestionnaire de l'assurance chômage.

Et puis la CFDT veut maintenir à tout prix sa place dans le système paritaire et donc ses bonnes relations avec le MEDEF. Pour la CFDT, être dans la gestion paritaire cela représente du fric.

Et les autres, CGT, FO, CGC, qui refusent de signer? N'est-ce pas la fin du système paritaire? Que va peser les seules CFDT et CFTC dans ce rapport de gestion?

N : Mais FO va signer! Ils veulent juste la garantie que ce sera sur du volontariat. Le MEDEF va accepter, même en se tor-

À BOUT DE CORSE

Je n'ai pas eu le choix. Comme tout un chacun j'ai participé au test psycho de l'été meublant les gazettes, à l'examen de conscience national : suis-je de ces admirables républicains fermes sur les principes, ou de ces hypocrites lavettes branchouilles ? Suis-je un démocrate moderne et tolérant, ou un indécrottable crétin passéiste et libéricide ? Sommé de choisir mon camp et par avance responsable des embrasements politiques, des flambées de violences... et des feux de maquis. Malgré le zèle des incendiaires, toutes les forêts corses n'ont pas brûlé. Il en reste suffisamment pour fournir le bois dont on fait les langues. Et le papier journal.

Saisis de frénésie épistolaire, tout ce que le monde nous envie de politiques clairvoyants et de consciences planétaires s'est rué sur la presse, l'un s'épanchant sur les pages « rebonds » de *Libération*, l'autre offrant son avis pertinent et définitif au *Monde* ou au *Figaro*. Les plus en vue tentèrent même l'assaut successif de toutes les rédactions. Monsieur Rocard nous a rejoué son grand succès calédonien ; même Philippe Sollers s'est fendu de son habituel billet brillant et moqueur (et toujours légèrement faux cul). C'est dire si l'heure est grave. On entend parler de « processus de paix ». C'est donc qu'il y a la guerre. Le long du GR 20, c'est tout à la fois la Palestine, la Bosnie, le Timor et le Chiapas, sans oublier la Tchétchénie et la guerre d'indépendance américaine. Si le ridicule tuait, le problème corse serait réglé.

Ce que j'ai compris, c'est que se joue en Corse pas moins que l'avenir du monde. On va y régler une bonne fois pour toutes, et d'un seul élan, la querelle des anciens et des modernes, la question du fédéralisme et du jacobinisme, la guerre de la culture de terroir contre l'universalisme, de la démocratie ouverte contre le ghetto, des individus contre la République, de la République contre le fascisme identitaire et pour finir celle de la mafia contre le contribuable. Deux cents ans après Napoléon le Grand, la Corse meurtrie, mais la Corse libérée, éclaire à nouveau le monde. L'ampleur du



projet dépasse sans doute les ambitions des racketteurs encagoulés, mais je suis sûr qu'ils sauront trouver le moyen de s'en accommoder.

Ce que je n'ai pas bien saisi, par contre, mais les donneurs de leçons des deux bords se sont gardés de me l'expliquer, c'est en quoi le nationalisme corse, mais aussi breton, basque ou catalan serait meilleur, ou pire, en tout cas différent du nationalisme français, allemand, anglais, américain, russe, ou serbe. Pourquoi je devrais montrer celui-ci du doigt et m'incliner avec respect devant celui-là. Ou vice-versa. Cela dépend-il de l'étendue de la surface ? L'empire serait-il naturellement bienveillant ou la connerie identitaire, limitée dans l'espace, concentrée à l'ombre du clocher serait-elle moins dangereuse ? Est-ce un problème de taille de lettres ? Étant Français, ou Corse (ou Basque) je suis paré de toutes les vertus, mais seulement corse, ou français (ou basque), je ne suis plus qu'une bête. Un problème d'emplacement géographique ? On doit tolérer à Ajaccio, Corte ou Bastia des propos, et des actes, jugés inacceptables quand ils sont tenus, et perpétrés, à Belgrade, Jérusalem ou Vienne. Un problème de vocabulaire ? Dois-je comprendre que ceux qui m'affublent du doux nom d'allogène (métèque est passé de mode ?) revendiquent pour eux-mêmes celui si seyant d'indigènes ?

Dans ces affaires de clochers, la seule chose à paraître encore inoffensive c'est le bruit des cloches. Quand elles sonnent ni trop fort, ni trop longtemps. Que la sonnerie se prolonge, ce sera le tocsin. Cloche merle, qui fait tant rire, n'est jamais que la proche banlieue de Sarajevo. ■

Ravachefolle

870 000 : c'est le nombre actuel des survivants de ce fameux Service du Travail Obligatoire (STO) imposé par le régime nazi aux pays vaincus lors de la dernière guerre mondiale. Les 1 000 entreprises et groupes concernés devraient verser la somme de 5 milliards de marks à ces travailleurs forcés. C'est G. Marchais qui doit se retourner dans sa tombe.

79 millions : c'est le nombre d'étrangers qui feront le grand saut vers cette belle, grande et généreuse Europe dans les cinquante prochaines années. L'Europe serait de ce fait un lieu de métissage dont il ne faudrait pas avoir peur. Comme cela est bien dit ! Encore une fois les grands blonds aux yeux bleus font mieux dans le décor.

160 000 F : c'est la somme convenue par Poutine pour indemniser les familles des victimes du sous-marin Koursk, celui dont on ne parle plus mais qui est toujours sous la mer avec ses deux gros moteurs nucléaires. Si en plus de la solde on indemnise les militaires comme de vulgaires accidentés de la route, les victimes de guerre ne seront plus à la portée de toutes les bourses !

7 millions : c'est le nombre de travailleurs immigrés travaillant en Arabie Saoudite. Ils sont pakistanais, philippins ou indiens, payés en moyenne 110 dollars par mois, voilà l'explication de la flambée du baril de pétrole !

10 % : c'est la hausse du taux de privatisation dans le monde pour la seule année 99, ce qui équivaut à une valeur de 145 milliards de dollars. L'obéissance des États aux diktats du marché me fait penser au comportement suicidaire du scorpion pris dans un cercle de flammes. Pour autant les peuples doivent-ils jouer les pompiers ?

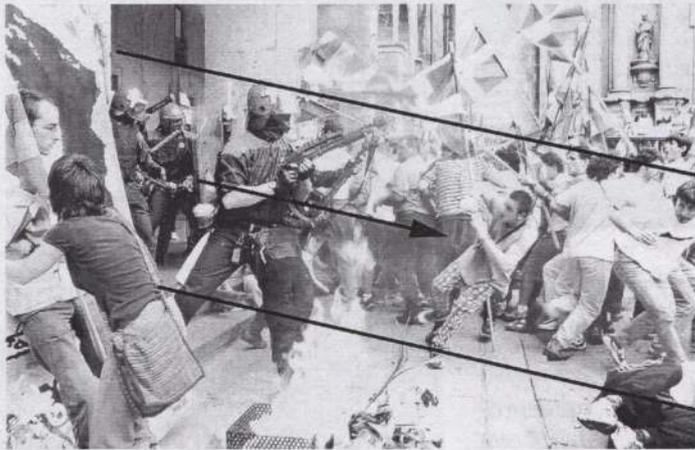
9000 : c'est le nombre d'enfants nés en Norvège, pendant l'occupation allemande, de père allemand. Si la plupart de ces enfants furent retirés à leur mère après la guerre et placés dans des centres pour déficients mentaux (sic) certains d'entre eux moins « chanceux » furent utilisés dans les années cinquante par la CIA et l'armée norvégienne pour testé ces drogues que sont le LSD et la Mescaline. Il est vrai qu'à cette époque le texte sur les droits de l'enfant n'avait pas été ratifié par nos « nations civilisées ». ■ Bibas

La bataille

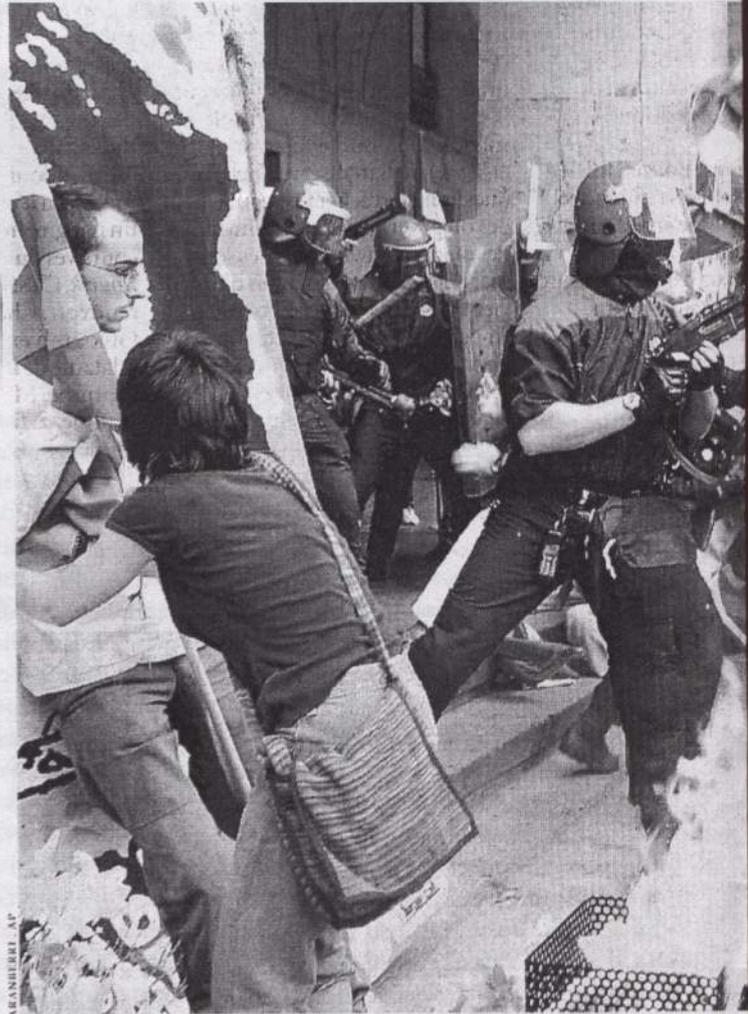
1 Une première lecture, c'est le sens, la direction de ce surgissement et les directions opposées qu'il engendre.



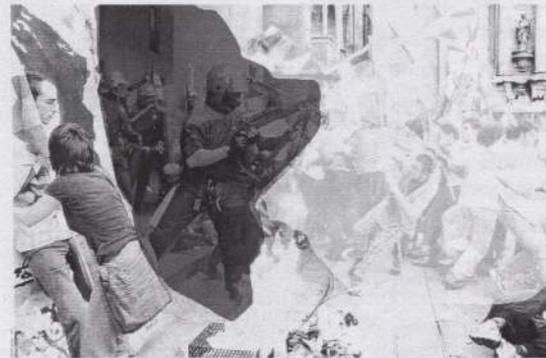
Bon, c'est une photo parue dans Libération. Elle a été prise (Associated Press ?). La légende est la suivante : « Diman- distes de venir déposer à la mairie les cendres de Ruiz, l' représente donc le face à face brutal entre les manifestants et ser la masse des pro-Eta.



2 On peut remarquer ensuite que cette opposition de direction se construit dans une pente de gauche à droite, induite par les marches de l'escalier, qui divisent le cadre en trois zones, en haut les drapeaux, au milieu le lieu de l'opposition, en dessous l'escalier. Cette pente est donc dans le sens de la lecture.



Dimanche à Hernani, la police basque empêche des indépendantistes de venir d



3 Dans cette analyse des surfaces on voit tout de suite l'opposition entre la zone sombre, à gauche, lieu d'où surgit le policier, lui-même sombre, et la clarté, à droite, de la foule des manifestants.



4 Au-dessus, les lignes verticales renforcent encore cette opposition. À gauche les lignes verticales, (ordre) à droite les obliques et les brisées, puis de nouveau les lignes verticales. Ce surgissement des hampes de drapeaux, lignes obliques explosées par les mouvements de la foule est en opposition avec les verticales de la cité.

Le mouvement des drapeaux est remarquable et dans une zone symétrique à la zone de l'escalier. On peut remarquer qu'il n'y a aucun ciel, presque aucun dégagement de perspective qui nous permette d'échapper à ce lieu de la confrontation.

Les visages, les regards, les attitudes des corps renforcent cette tension, d'autant plus qu'ils s'opposent aux visages masqués des flics.

d'Hernani

Hernani, au pays basque, par ARANBERRI de l'AP
e à Hernani, la police basque empêche des indépendant-
les quatre etaras tués par leur bombe le 7 août ». Elle
flics et surtout l'un d'entre eux qui surgit et fait explo-

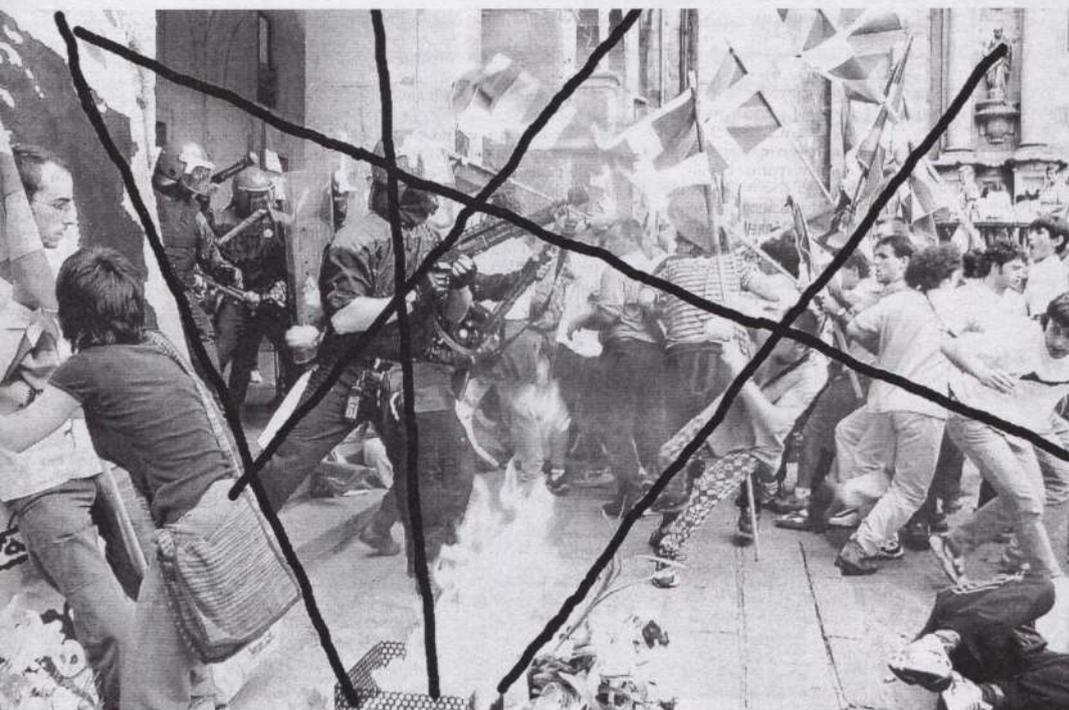


er à la mairie les cendres de Ruiz, l'un des quatre etaras tués par leur bombe, le 7 août.



5 La composition s'appuie sur un V dont la base est placée sur le feu du premier plan. Une ligne très forte, basée sur le regard du policier et sur le regard du premier manifestant ferme le V et en fait un triangle. Aux sommets de ce triangle il y a donc le surgissement des flics, le regard des manifestants, le feu de la poubelle du premier plan. Les côtés de ce triangle sont constitués par le corps de la jeune fille à gauche, l'axe du corps du premier manifestant et la grande ligne des regards. Une autre ligne, parallèle au côté droit du triangle, axe du corps du manifestant, est formée par l'axe du corps du flic.

La lecture que je propose de cette image c'est le surgissement d'une modernité brutale et agressive contre un mouvement (de vague) qui veut un retour vers le passé. La houle indépendantiste à laquelle s'oppose le récif noir de l'ordre.



Mais on peut en avoir une lecture totalement inverse, les forces du mal (sombre) et de la force (surgissement) imposent la terreur à une foule pacifique. La lecture en est donc ambivalente. Le nœud de cette situation est à la base du triangle dans le feu de la poubelle. Il y aurait certainement bien d'autres choses à voir dans cette image mais quoi qu'il en soit, c'est une photo magnifique, construite comme une fresque de la Renaissance italienne, je pense en particulier à « La déroute de San Romano » de Paolo Uccello. ■

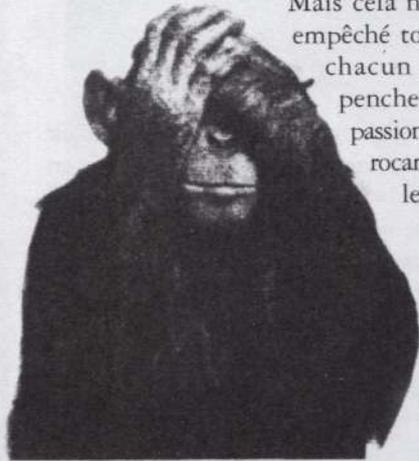
Caillou



Le droit, parlons-en

Bien sûr, nous connaissons tous l'histoire de la paille et de la poutre. D'ailleurs le grand écart, jusqu'à la limite de la rupture, dont nous gratifièrent nos états-majors politiques lors des élections des Présidents des Conseils Régionaux fut un modèle du genre et est là pour nous inciter à une certaine retenue.

Mais cela n'a pas empêché tout un chacun de se pencher avec passion sur la rocambolesque



ascension de M. Haïder, et de son parti d'extrême-droite, jusqu'au sommet du pouvoir en Autriche. D'ailleurs cet événement n'a pas laissé beaucoup de monde indifférent parmi ceux qui gardent les yeux ouverts, et se sentent concernés par tous les événements qui interpellent, qu'ils soient près ou loin.

Il suffisait pour s'en convaincre de traîner ses guêtres dans les forums où nos « sénateurs » donnaient de la voix.

Des mots lourds de sens, tels géopolitique, droit ou non droit, ingérence, souveraineté, démocratie, fascisme, se sont affrontés, télescopés. Des problèmes apocalyptiques, la mémoire aidant, des sentences lapidaires, d'autres plus consensuelles, plus pragmatiques, aussitôt taxées de « Munichoises ».

Certains sont présents pour tuer le temps, à défaut d'autre chose, plus préoccupés par ce que leur moitié leur servira à table que par la subtilité du droit, peu évidente car trop théorique.

Un monsieur, sans doute plus pondéré, s'il ne tranche pas le nœud gordien s'efforça de transposer le problème en des termes plus terre à terre. Supposons, dit-il, que vous ayez bien à vous un petit jardinnet d'agrément, petite oasis dans lequel vous vous sentez une âme de Robinson ou de Vendredi, au choix. Supposons encore que votre jardinnet soit contigu à celui de votre voisin immédiat et séparé par un muret ou

un grillage, juste pour la forme, et que nos jardins respectifs fassent partie d'un ensemble que gère l'Association des Heureux Détenteurs de ces Édens, dont le principal rôle consiste à organiser deux fois l'an des agapes rabelaisiennes. Supposons encore que notre nouveau voisin, fêru des lignes rectilignes et d'alignement, considère nécessaire de mettre de l'ordre et de bouleverser ce qui est un fouillis sympathique, et pour cela fait allumer un autodafé ou brûler tout ce qui lui semble peu ou prou utile. Vu qu'en notre région Eole règne en maître, quelque fois capricieux, et que notre paradis sylvestre est sous sa coupe, vous commencez à vous poser des questions et à vous faire du souci non seulement pour votre flore mais aussi pour celle du voisin, pour votre environnement et

vos sources de sérénité et de plénitude.



D'ailleurs lequel d'entre nous n'a pas de désagréables souvenirs faits d'imprudences quand de petits « bûchers » pourtant anodins allumés en campagne dans l'intention gourmande de sacrifier quelques douzaines de gastropodes du cru ont soudainement eu des velléités expansionnistes et failli devenir fournaies? Taraudé par cette crainte, et après en avoir référé aux sages de l'association, vous demandez à votre pragmatique voisin de surseoir à son projet et de prendre des précautions. Il prend mal la chose et vous envoie sur les roses, au nom du sacrosaint principe du droit de la propriété, qui l'autorise à faire ce qu'il veut chez lui. Voilà donc le problème posé, en d'autres termes, mais non résolu car complexe; droit ou pas droit d'ingérence, lequel s'impose quand il vous semble qu'il y a, à court ou long terme, péril en la demeure. Le devoir de mémoire est là pour nous rappeler que les brasiers allumés de par le monde par le

national-socialisme et ses émules d'extrême-droite furent l'aboutissement d'un sacre pourtant démocratique, respectueux du Droit en vigueur.

L'expérience est là également pour nous rappeler que les mots, les institutions et les hommes se tourment et se détournent facilement.

Combien de capitaines d'industrie de haut vol laissent à des spécialistes du Droit le soin de le détourner à leur profit grâce à des arguties de tout ordre, sans outrepasser en apparence la limite du Droit? Combien de pays souverains, soucieux de Droit, se sont-ils privés, au nom de la réal-politik et des impératifs commerciaux, de bafouer plus ou moins élégamment le droit de ceux qu'ils ont spoliés? Et le Droit de vivre en paix dans la tolérance, que les impératifs religieux catholiques, orthodoxes ou musulmans ont fait éclater en mille violences, mille morts, au Kosovo ou ailleurs?

Le « droit » bien sûr, mais si ce dernier ne peut nous prémunir des dangers que certaines idées génèrent, il faut en conséquence revoir ce Droit, soit-il national européen ou mondial, et une fois pour toutes l'étalonner sur une valeur universelle, pourquoi pas humaine pourtant si dévalorisée.

Et puis nous faisons dans le naïf, pourquoi ne pas inverser le problème, le prendre par l'autre bout. Au lieu de museler le droit, donc les régularisations, et les rendre nécessaires, pourquoi ne pas cesser de caresser le côté négatif de

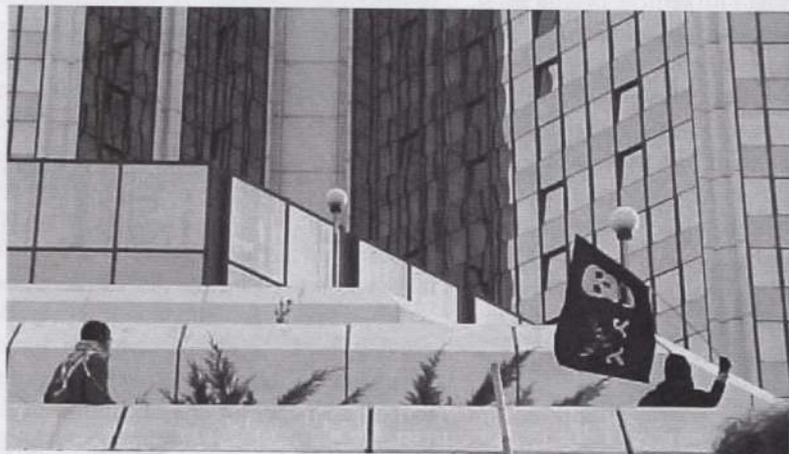


l'humain dans le sens du poil et ne pas s'intéresser vraiment à l'autre face pétrée de générosité et de tolérance, en favorisant dans la vie de tous les jours des rapports moins compétitifs, moins conflictuels ou violents, des rapports basés sur d'autres valeurs que l'argent, le pouvoir, la domination? ■

Jordi

Les forums du courant « Néo-Cybéral »

Parler de ce qui se dit du Web sur le Web de la part d'internautes ou autres entrepreneutes atteints de « néo-libéralité » aiguë ne peut se faire sans avoir au préalable replacer ce qui a conduit à cette pathétique frénésie qui laisse entendre (au sens idéologique) que le bonheur et le bien-être de l'humanité résideraient désormais inéluctablement dans la net économie et le libre échangisme électronique.



Lorsque le réseau des réseaux Internet a commencé à se développer dans le domaine public, ont émergé en même temps et plus particulièrement aux États-Unis des groupes prônant la défense de la libre expression, de la libre entreprise dont le libre exercice ne pourrait se faire qu'à la condition d'une absence inconditionnelle de toute forme d'autorité.

Le réseau des réseaux a aussi été le prétexte idéologique (de toute évidence illusoire) à l'abolition des distances et des frontières. Se fédérant ainsi sur fond d'idées « libertaires », et autour d'une association se nommant « Electronic Frontier Foundation », il est édifiant de constater dès lors comment cette communauté se voulant libre de ses actes s'est laissée bouffer toute crue à la sauce outrancièrement néo-libérale. Il faut applaudir la clairvoyance, la lucidité et le sacro-saint pragmatisme (si cher à la gauche plurielle) dont ont fait preuve des transnationales comme Microsoft, IBM et autres, à soutenir financièrement cette association devenant véritablement « une boîte à pensée », un lobby ayant pignon sur rue fort de ses arguments

inaliénables. Pour les maîtres de l'instrumentalisation globalisée, quoi de plus facile que de rendre universel ce patrimoine intellectuel affublé de son estampillage « High tech ». Il ne fallait surtout pas oublier l'histoire de la démocratie antique.

Le forum reprit donc du galon pour donner de la voix à ce qui allait dès lors devenir la panacée contre la misère humaine, le remède universel à tous les maux de la terre.

En France, les médias classiques dans leur infinie bonté à faire proliférer massivement ces forums électroniques se voulant l'expression populaire et citoyenniste si indissociable de la république, m'ont permis d'apporter quelques contributions et de constater qu'il y avait très peu de place faite à la résistance, à la révolte, tant le débat de la tant vénérée « Nouvelle économie » se dilue dans un compromis affligeant. Il m'a semblé intéressant de vous en livrer quelques extraits.

Sur un de ces forums mis à disposition par un quotidien dont le réalisme de gauche n'est plus à prouver, Achille, femme « tendance », avec sa profession de « IT

Media Strategist », vivant à New York livrait ses impressions sur l'économie en réseaux : « Il ne s'agit pas de bêler « nouvelle économie, nouvelle économie ». Loin de moi les hystériques des 2 extrêmes, les grincheux comme les beats. (...) Cette nouvelle économie est responsable de 70 % de la croissance américaine (6 % cette année), ininterrompue depuis 8 ans, 4 % de chômage. Grâce à Internet et aux informations mises en ligne, le consommateur est beaucoup plus volatil et exigeant. Par conséquent, les entreprises doivent s'adapter et proposer de meilleurs produits moins chers (...). Ici Internet n'est pas ce « truc cool » que des geeks ont chez eux et pour lequel ils se saignent (France Telecom) mais plutôt un outil de communication de masse. Le vieux, le jeune, le pauvre, le riche, tous émettent, reçoivent, participent. »

Devant cette overdose d'avilissement à en vomir, je lui répondis que la « béatitude effrayante et délétère dont font preuve tous les jours des abrutis aveugles et dangereux de votre genre vivant dans un monde répressif et aseptisé (...), contribue à creuser l'écart sans cesse plus grand entre ceux qui ont (tout) et ceux qui n'ont rien ».

Ce qui déclencha des réactions prévisibles dès lors qu'on ose égratigner ainsi le consensus bienveillant. Achille, tout d'abord, à son corps défendant : « Oui il y a des inégalités aux États-Unis. Comme partout et surtout en France où on se voile la face. Cette nouvelle économie creuse les inégalités, certes mais elle tire vers le haut ceux qui sont en bas ! C'est ça que vous refusez de voir ! (...) Les plus hauts salaires ont augmenté plus vite que les plus bas, ce qui creuse l'inégalité mais ne veut pas dire que les pauvres sont plus pauvres ».

Je vous épargnerai ici le pitoyable delirium consumériste auquel cette adepte du nouvel âge s'est livrée par la suite. Puis vint le tour d'un certain Lionel, s'affichant comme traducteur indépendant, sans doute un cyber salarié comme les affectionnent tant Joël de Rosnay ou Pierre Levy, pre-



lement pour la pauvreté extrême) qui n'en peuvent plus, cela promet un « engagement fort prometteur » ! Constaté qu'en 1960 les 20 % de la population mondiale des pays les plus riches disposaient d'un revenu 30 fois supérieur à celui des 20 % les plus pauvres et voir cette même disparité multipliée quasiment par 3 en 1995, voilà qui donnait encore plus d'épaisseur aux propos d'Achille.

Je ne pouvais terminer ce petit tour d'opinion sur les bienfaits « stock optionnés » de cette nouvelle économie sans vous faire part de l'avis de l'expert, en la personne de Guillaume, économiste, chercheur délivrant ainsi son message : « (...) Un forum est là pour que chacun donne son avis, son expérience. À chacun sa vérité, à chacun, surtout, sa sincérité. Par contre, je suis effaré de la violence, et surtout de la vulgarité des propos de M. Vivas. Ne pas être d'accord n'implique pas nécessairement être impoli. Je suis chercheur en économie. Un des prérequis fondamental pour cette activité (valable aussi en maths, en physique, en philo, etc.) est de faire la différence entre ce que l'on sait et ce que l'on croit savoir (...) ».

Stop! N'allons pas plus loin, la messe est dite, la soupe est servie. ■

Daniel Vivas

nant la défense d'Achille par un titre aussi court que ses idées : « Achille 2 – Daniel Vivas 0. Étonnant, le contraste entre la dernière contribution de Daniel Vivas, curieux catalogue de tout ce que l'on peut faire en 20 lignes de l'ordre de l'ordurier, de l'insulte, de l'anathème, de la mise en cause gratuite et par ailleurs totalement dépourvue d'arguments et même d'opinion, et celle d'Achille, enthousiaste, bien sûr, convaincu, mais argumentant sacrément bien, voire complètement sa position ! (...) Comment croire que ce ne sera pas aussi dans l'intérêt des pays en cours de développement ? Dans son dernier *Cyberculture*, Chine Lanzmann avait tenu à dresser un panorama de l'émergence de l'informatique et du Net en Côte-d'Ivoire, à l'Île-Maurice, à Cuba, au Vietnam, etc. Qui ne pouvait faire le tour de la question en 50 minutes mais qui laissait voir une excitation, un engagement, des actions fort prometteuses. ».

Je leur rappelais qu'il est vrai que 3 milliards d'individus qui crèvent la dalle (seu-

Photos prises au rassemblement de Prague disponibles... sur le net.



Le grand Gégé n'est plus

Dans la nuit du 21 au 22 juin Gérard Mélinand nous a quittés. Les délais de parution du Coquelicot nous ont empêché d'en parler plus tôt. « Le temps ne faisant rien à l'affaire » pour paraphraser l'ami Georges, le Coquelicot reproduit le texte paru dans le n° de juillet 2000 de l'Alternative libertaire.



Le mouvement libertaire vient de perdre un homme d'une grande valeur, un militant qui au-delà de son engagement fut fidèle, généreux et solidaire en amitié. Dans les années

soixante-dix, Gérard Mélinand milite à l'ORA (Organisation Révolutionnaire Anarchiste), l'organisation qui a le plus marqué les combats libertaires de cette époque. Lors du congrès d'Orléans de l'ORA en 1976 (le dernier de cette organisation), Gérard défendait les positions de la majorité qui devait prendre le nom d'OCL (Organisation Communiste Libertaire), une tendance alors très marquée par l'influence de l'autonomie et l'anti syndicalisme qui devait s'imposer en excluant lors de ce congrès la tendance Union des Travailleurs Communistes Libertaires (UTCL). Gérard fut un temps postier au bureau de Paris XI^e, il militait alors dans l'opposition CFDT.

Son itinéraire professionnel se confond avec les métiers de l'imprimerie. Des années soixante-dix à sa mort, il participe à plusieurs expériences d'imprimeries libertaires qui imprimeront nombre de périodiques, livres, tract, autocollants, affiches pour les différents mouvements libertaires, écologiques, antimilitaristes et du mouvement social... De 1989 à 1991, on le retrouve parmi les signataire de l'Appel pour une Alternative Libertaire. Trois années marquées par des débats à l'initiative des militant(e)s de l'UTCL, de Tribune Anarchiste Communiste (TAC) et du collectif pour l'organisation de journées de réflexion anti-autoritaires (COJRA) rejoint(e)s par les jeunes du collectif jeune libertaire et plusieurs militant(e)s non organisé(e)s. Des débats qui devaient associer des organisations dont les militants

n'étaient pas des signataires de l'Appel comme l'OCL et la Fédération Anarchiste.

Les discussions portaient aussi bien sur la stratégie d'intervention dans les luttes sociales, le projet libertaire, les questions d'organisation ou encore la situation internationale.

Un processus de confrontation qui déboucha sur la création d'Alternative Libertaire à l'issue d'une assemblée générale constitutive qui se tint en mai 1991 à Orléans, décidément ville symbole dans l'histoire du mouvement libertaire.

Gérard participa à cette assemblée mais ne fit pas le choix de rejoindre la nouvelle organisation jugeant alors ce processus de recomposition prématuré à son goût.

Durant ces dernières années, Gérard Mélinand n'a pas peu contribué au renouveau de la Confédération Nationale du Travail (CNT française). Il est à l'origine avec d'autres militant(e)s de la semaine de débats, de fêtes et d'actions, intitulée *Un Autre Futur*, semaine organisée fin avril par la CNT et qui a connu un grand succès (cf. *Alternative libertaire*, n° 87 et *Le Coquelicot* n° 27).

Il fut également l'un des initiateurs de l'appel pour l'autonomie du mouvement social rendu public en octobre 1999.

Les militant(e)s d'Alternative Libertaire ont pu voir « Le grand Gégé », comme nous l'appelions entre nous (appelé ainsi pour sa grande carrure), une dernière fois à l'occasion du V^e congrès de notre organisation à Paris en juin dernier où nous l'avions invité. Il accordait beaucoup d'importance à nos débats et plus généralement à tout ce qui pouvait permettre de rapprocher et unir anarcho-syndicalistes et communistes libertaires.

Gérard Mélinand a apporté à tous les combats collectifs dans lesquels il s'est jeté son impressionnante capacité d'analyse, sa fougue caustique mais jamais sectaire, sa radicalité et son écoute, son imagination, sa créativité. Nous assurons sa famille et ses proches, ses collaborateurs(trices) et ses camarades, de toute notre solidarité dans ce moment difficile. ■

Patrice Spadoni, Laurent Esquerre



La guerre du Kippour revisitée

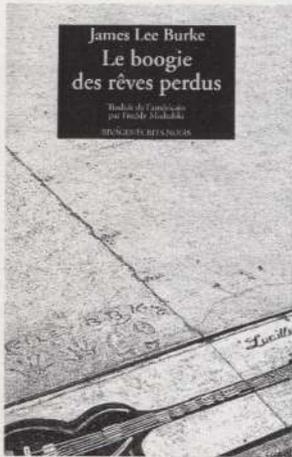
Je n'avais jamais vu un film ayant pour trame le conflit israélo-palestinien. Cette guerre-là semblait avoir échappé à la fiction. Raison de plus pour aller se remettre en tête l'attaque égypto-syrienne sur Israël en 1973. Dans ce film, en prime, on a deux histoires. Celle du réalisateur qui se représente lui-même à l'âge de 20 ans, jeune conscrit tout empêtré d'abord dans un tableau psychédélique, ambiance planante très peace and love, plus tard dans la boue du Golan. Le tout un peu lourd. La guerre qu'il nous montre tend à détruire une certaine idée de Tsalal; l'armée israélienne s'avérant moins efficace, moins performante qu'on a pu l'imaginer à certains moments. Elle est d'autant plus inefficace qu'on ne voit aucun soldat tirer, le héros du film, en ces temps très baba-cool, ne pouvant être que brandardier. Cette histoire est nostalgique à souhait. Et puis il y a l'autre film, celui conduit par une mise en scène plus subtile. Il nous donne une image de la guerre désormais très classique où dominent deux constantes. D'abord il n'y a plus d'ennemis comme dans le Vietnam de Kubrick ou dans les images de l'Irak filmées par l'état-major américain en 1991. Ensuite la peur et la boue envahissent l'écran et du coup humanisent les protagonistes. Dit autrement, la guerre ça fait mal, sur le moment ou 10 ans après et surtout ça fait très peur, avant, pendant et après les combats. Dans le film, les protagonistes qui ne tirent pas mais recueillent des blessés, ont si peur qu'on en oublie l'objet du conflit. On est alors très étonné de se souvenir que l'armée israélienne, toute obsolète soit-elle, occupe toujours, 27 ans après, le plateau du Golan. Sacré cinéma. ■ VM.

Kippour, réalisé par Amos Gitai, 2000.

LE BOOGIE DES RÊVES PERDUS

de James Lee Burke

Éditions Rivages/Écrits Noirs, 135 francs.



Iry Paret, jeune guitariste de country originaire de Louisiane, sort du pénitencier d'Angola où il a purgé une peine pour homicide involontaire. Notre ex-taulard, animé d'une profonde humanité, va se voir confronté aux déchirures familiales, aux tensions exacerbées qui opposent la grande industrie du papier à une famille mue par des convictions écologistes.

Une tonalité noire qui résonne blues, quelque chose d'indéfinissable qui colle à la peau. Les personnages sont toujours attachants, réussis, campés avec force et lyrisme et nous sommes avec ce roman à des millions d'années-lumière d'une littérature déséchante.

« En fait, la plus grande partie de ce que je lui racontais était vrai. Je voulais effectivement aller vivre dans le Montana, dans un ranch en montagne, en compagnie de Buddy, et distribuer le foin aux bêtes, pour un nouveau départ. Mais je ne pouvais pas lui dire que, par dessus-tout, il fallait juste que je me taille, que je fuie loin des deux dernières années de ma vie, que j'exorcise l'odeur métallique de la prison et le claquement de la matraque dont le maton chargé du décompte cognait ma porte de cellule. »

MAL'ARIA

de Eraldo Baldini

Traduit de l'italien par Dominique Féralut
Hachette Littératures, 98 francs.

Dans les années vingt, les populations du delta du Pô assainissent une grande partie des marécages, parviennent peu à peu à un développement économique, social et civique de toutes les communautés mais surtout combattent pour les idéaux de liberté pendant vingt ans de régime fasciste.

Cet air mauvais, le paludisme ou malaria, qui empoisonne le district situé au nord de Ravenne, à la limite de la province de Ferrare, non loin des marais de Comacchio, est le point de départ de l'enquête menée par Rambelli, inspecteur à la direction de la Santé publique, à Rome en 1925. À son arrivée, c'est un autre monde qu'il découvre : l'épais brouillard enveloppe tout, la nature et les hommes. « Les superstitions, la loi du silence et les jeux du pouvoir dessinent un labyrinthe inquiétant, un véritable piège d'où il apparaît impossible de sortir ».



NOTRE PÈRE QUI ÊTES ODIEUX

de Violaine Bérot

Éditions Baleine

Je déteste Lourdes. C'est un haut-lieu du commerce religieux, myriades de bondieuseries en plastoc et cascades d'eau bénite polluée par le fric, une escroquerie aux miracles un peu comme le Poulpe que Violaine Bérot vient de publier aux éditions Baleine. *Notre père qui êtes odieux*, c'est une curiosité d'autant plus que Cheryl mène l'enquête rondement et efficacement (et non le grand Gabriel malgré la collection) et elle n'y fait pas office de « potiche » face à un médecin peu scrupuleux...

PLATRE ET CHIGNONS

J'avais tapé comme un sourd sur des murs de briques une bonne partie de l'été pour pas grand-chose, une poignée de francs qui m'emmèneraient à peine au bord de la mer. Assis à la terrasse du PMU, mon voisin avait décidé de me polluer la tête avec ses conneries de macho attardé. J'avais l'esprit vagabond, une lettre de mon pote dans la poche et pas un coup de fil de ma copine depuis deux ans. Elle avait dû garder la rancœur sur le bord de la commode en marbre fêlé pendant que les touristes, toujours plus nombreux, s'étaient donnés rendez-vous sur la place centrale. Ils se faufilaient dans la vieille ville, photographiaient les porches, les fontaines sans jamais penser traverser le fleuve vers la cité. Des souvenirs qui ne leur appartiendraient qu'à moitié, une ville qui ne leur aurait donné qu'une part de rêve et de saloperies à la fois, cachant le racisme ordinaire qui te traitait de « putain de melon ! » quand tu prenais trop de place au carrefour avec ta vieille caisse qui pelait du capot. En attendant, le soleil tapait dur et le fric se faisait rare. La mer serait encore loin si un boulot d'une semaine ne venait pointer son nez d'ici deux jours. Le proprio s'impacientait et EDF ne donnait plus dans le social depuis la dernière tempête. Elle a commandé son demi avec une voix de colibri d'une île inconnue ou quelque chose dans le genre. Faut dire que j'ai une tendance au départ un peu facile, un vrai tarmac d'aéroport dans le crâne. Elle avait son chignon haut perché pour cause de degrés élevés en ce mois d'août, un vrai nid aux reflets roux, une fine grotte pour les ours que nous sommes parfois. J'ai regardé longtemps son profil presque parfait où venait se glisser une légère ride au coin des lèvres avant de lire la lettre de mon pote. Il m'y parlait de livres sur les Indiens, de musique et de rassemblements sur le Causse. En bout de course, il m'avait trouvé du boulot dans une ferme non loin de chez lui, un truc simple : abattre les murs d'une vieille bâtisse ! Le train devait partir dans deux heures et je ne voulais pas voyager seul.

J'ai commandé deux demis et suis allé m'asseoir à côté du colibri. ■

Vaporetto

Cette année à Jérusalem

Le moment était bien choisi. À un mois des élections présidentielles américaines, le risque de se voir attribuer une quelconque responsabilité dans l'enchaînement des crimes était nul. Une fois de plus le gouvernement israélien a bien joué le coup : du sang plein les mains, et pas l'ombre d'une condamnation internationale. Rappelons qu'Israël est le seul état au monde à pouvoir s'asseoir depuis 30 ans sur les résolutions de l'ONU, et renégocier inlassablement ses engagements, sans avoir à subir ne serait-ce qu'un modeste embargo... Castro sait ce qu'il lui reste à faire.

Le but est atteint, Oslo est mort. Qu'importent alors les enfants assassinés ou ses propres soldats lynchés. Ceux-ci sont des martyrs utiles, les autres ne sont victimes que de leurs parents, ils sont sans intérêt. C'est l'exacte symétrie de ce que pratique le Hezbollah avec les morts palestiniens. Pas de quoi être fier. Ceux qui veulent des preuves nouvelles du potentiel criminel des religions n'ont qu'à regarder. Opium du peuple peut-être; l'opium, s'il embrume le cerveau, endort au moins les brutes. Quand on manque à ce point de courage politique, une guerre est toujours bonne à prendre. Bien malin qui peut dire ce qui sortira de ce fiasco lamentable et délibéré. Il n'y aura aucune paix possible tant que seront seuls regardés comme des crimes les assassinats commis par le camp adverse, tant que les États-Unis appliqueront à la diplomatie la recette du pâté d'alouette (un cheval de responsabilité palestinienne pour une alouette de mise en cause israélienne, bénéficiant tout de même des circonstances atténuantes), tant qu'à la moindre critique Israël fera du chantage à l'antisémitisme, tant que nombre d'opposants à la politique de l'État israélien confondront antisémitisme et antisémitisme. Tant qu'Israël sera une théocratie et ses voisins des dictatures...

Franck Einstein

LES MURS EN PARLENT



SOMMAIRE

LA VILLE BOUGE

Tout Toulouse, Tout Foix 2

POINTS DE VUE

Municipales 3

SI TOI YEN, MOI NON PLUS

Municipales 4 et 5

NOTAT' RIEN COMPRIS

MEDEF partout 6

FOUETTE CLOCHER!

Corse 7

LA CENTRALE

La bataille d'Hernani 8 et 9

TU ME SCIES, HE GOIM

Bréaud 10

CODE SI VIL

Le droit parlons en 11

ON A REÇU

Du courant « néo-Cybéal » 12 et 13

BANDEAU NOIR

Le grand Gégé 14

À LIRE, À ÉCOUTER

Kippur de Amos Gitai 14

Le bongie des rêves perdus 15

Mal' Aria 15

Notre père qui êtes odieux 15

LIBER... TERRE

Plâtre et chignons 15

POTS DE VIN ET COPINAGE

La « Comunidad del Sur » est une communauté agricole entre autre qui existe en Uruguay depuis plus de 50 ans située près de Montevideo (la capitale) elle rencontre actuellement quelques difficultés matérielles liées à la diversification de leurs actions et leurs activités. Elle recherche des fonds pour financer un véhicule à usage d'ambulance, de transport d'enfants ou de transport sanitaire, pour les habitants de leur zone de résidence, très démunie et surtout dans des conditions de santé, très déficientes, sans couvertures sociales. Cet appel est lancé par la revue toulousaine Basta, (AAEL 8 impasse Bagnolet 31100 Toulouse), le groupe des Solidarios, et un groupe de RMListes qui a décidé de partager les primes de Noël. Nous espérons pouvoir dans les prochains n° du Coquelicot avoir plus d'informations sur cette communauté qui par delà les vicissitudes politico-sociale qui n'ont pas manqué dans ce pays d'Amérique du Sud à perduré et évolué avec notre époque.

Contact avec la Comunidad del Sur E Mail : econom@chasque.apc.org

Directeur de publication : Patrick Leclerc
Equipe de rédaction : Amapola, Marc Bernard, Juanito Marcos, Patrick Leclerc, Robert Venezia.

Prix du numéro : 15F

Abonnement : 5 numéros : 75F

Abonnement de soutien : 150F

Boite postale : 4078 31029 Toulouse Cedex 4

Commission paritaire : 760/95

Imprimerie spéciale Le Coquelicot

Ont été mis à contribution pour ce numéro :

Amapola, Auges, Binos, Caillou, David, M. Ehrlich, P. Einsteïn, L. Esquerre, Jordi, Ravachefolle, P. Spadoni, Vaporetto et D. Vi-vas. Les photos sont de Ananberri. Dessins de Siné, Tardi et Pig.

Je désire souscrire un abonnement :

- pour 5 numéros : 75F

- soutien : 150F

le coquelicot

Boite postale : 4078 31029 Toulouse Cedex 4

Nom :

Prénom :

Adresse :